

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS SUBIT DÉFAITE SUR DÉFAITE

Il est forcé d'ajourner hier la seconde lecture du bill limitant les projets des propriétaires de mines.—Un malaise économique à craindre.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Londres, 12.—Le gouvernement a subi un autre échec hier quand il a été forcé d'ajourner la seconde lecture du bill qui limite les profits des propriétaires de mines de charbon à 14 deniers la tonne pour l'année qui se termine le 31 mars 1920. Ce bill a pour but de satisfaire certaines promesses du gouvernement faites à la fédération des mineurs. Les propriétaires de mines et plusieurs financiers font une forte agitation contre l'adoption du projet. M. Andrew Bonar Law, le chef du gouvernement à la chambre des communes a rencontré hier après-midi plus de 100 députés qui se sont déclarés contre le bill. Il a refusé de retirer le bill mais il a promis que cette limitation des profits n'aura plus d'effet après le mois de mars.

Les mineurs par contre demandent que cette limitation ne cesse pas après le mois de mars. Telle était la situation quand Sir Auckland Geddes a proposé la seconde lecture du bill. Il admit qu'il est très compliqué et qu'il a peu de partisans enthousiastes mais il

déclare qu'il est très opportun. Plusieurs députés ont demandé de retirer le bill. Un des chefs mineurs, M. Adamson a déclaré que le passage de cet acte renouvellerait le malaise économique. Pendant son discours, M. Bonar Law est entré dans la chambre des communes et l'a interrompu en disant: "Il est évident que le gouvernement n'est plus lié par ses promesses si ceux à qui elles ont été faites ne s'occupent plus".

Le chef de l'Ulster, Sir Edward Carson a déclaré que le bill était pernicieux et il proposa l'ajournement. M. Bonar Law en acceptant l'ajournement déclara que le gouvernement était déchargé de ses promesses, mais que le parti travailliste lui retirait sa confiance.

Il ajoute que la chambre devrait comprendre que l'abandon du bill entraînera un malaise économique puisque les propriétaires de mines seront libres d'exiger des profits exorbitants. Le ton de Bonar Law laissait entendre que le gouvernement tenterait de nouveau de faire passer le bill.

Premier Ministre



L'hon. Rod. LEMIEUX, qui succéderait à Sir Lomer Gouin comme premier ministre de Québec. M. Rodolphe Lemieux est actuellement en France.

CINQ MILLIONS DE TAXES SUR ROCKFELLER

(Dépêche de la Presse Associée.)
New-York, 12.—On apprend aujourd'hui, que John D. Rockefeller proteste contre les taxes qu'on lui impose, taxes qui sont de \$5,000,000. C'est la seconde fois que le grand millionnaire proteste contre les taxes qu'on veut lui imposer. Il dit que durant plusieurs années il faisait annuellement cadeau à la ville de \$3,000,000, pour ses taxes. Sous l'administration du maire Mitchell, M. Rockefeller vit ses taxes monter à \$10,000,000. A cette époque il déclara que ses richesses ne devaient pas être taxées à plus de \$2,000,000, mais il consentit cependant à payer \$5,000,000. Les ovations de Rockefeller, ont donné avis au bureau de taxation, qu'il ne voulait plus faire de cadeaux de taxes à la ville, pour \$3,000,000, de propriété dont il n'est plus le propriétaire.

EXPULSION DES CHINOIS DE SENORA

(Dépêche de la Presse Associée.)
Douglas, Arizona, 12 déc.—Selon des dépêches de Mexico le président Carranza est intervenu, afin d'empêcher l'expulsion des Chinois de l'état de Senora. Un programme en vue de l'expulsion de ces Chinois avait été rédigé par les autorités municipales de Senora. Ce programme devait être mis en vigueur le 1er janvier prochain.

La dépêche venant de Mexico déclare que le président Carranza est intervenu à la suite des protestations faites par l'ambassade chinoise. Il donnera ordre au gouverneur de la Huerta de Senora, de prendre les mesures nécessaires à empêcher les autorités municipales de poursuivre ce projet d'expulsion.

LE RAPPORT DE L'HON. GALIPEAULT

(Dépêche de la Presse Associée.)
Québec, 12.—Le rapport de l'hon. A. Galipeault, ministre des Travaux Publics et du Travail, a été déposé à la Chambre. Au sujet des différends industriels, le ministre fait allusion au rapport de Félix Marois, registraire des conseils de conciliation et d'arbitrage. Il cite une phrase de M. Marois qui a causé la plus évidente du malaise qui existe est la négligence inexplicable des autorités compétentes à poursuivre les profiteurs et autres exploités publics de la misère publique.

LES BOLCHEVISTES FORCENT LES ARMÉES DE DENIKINE À RETRAITER

L'attaque semble générale et avoir pour but d'écraser tout obstacle aux troupes rouges en Russie.—De furieux combats se sont engagés au sud-est de Kiev.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Londres, 12.—Les forces bolchevistes ont fortement attaqué le flanc gauche des armées du général Denikine, et les ont repoussées de trente à quarante milles sur un front de trois à quatre cents milles. Les armées rouges sont actuellement à cinquante milles de Khar'kov et de Poltava, et se dirigent au sud-est de Kiev. Cette dernière place est aussi menacée par le nord-ouest, nous disent des dépêches venant du sud de la Russie. La situation est grave et provoque beaucoup d'anxiété.

Cependant, sur le front des Caucases, les Bolchevistes ont été repoussés violemment et avec de lourdes pertes en face de Tzaritzah. Les Cosaques ont aussi réussi à repousser les armées rouges. La bataille sur le front sud a curieusement

changée, et elle a pris l'aspect de la fameuse bataille de Waterloo. La cavalerie s'est prouvée supérieure à l'infanterie. Nous pouvons dire que la bataille a été gagnée par la cavalerie.

Les attaques des armées rouges se continuent sur le front Esthonien, au sud du golfe de Finlande, et à l'est de Narva, selon les déclarations officielles venues des quartiers généraux esthoniens, mercredi soir. Des combats féroces eurent lieu dans le secteur de Korostell Feodorovka-Yanburg, mais toutes les attaques furent repoussées par les Esthoniens.

Les quartiers généraux bolchevistes à Moscou confirment la nouvelle des combats qui ont eu lieu dans la région de la Narva. Ils prétendent avoir fait un grand nombre de prisonniers.

COMBLER LE VIDE PRODUIT PAR LA DÉFECTION DES ÉTATS-UNIS

Telle est, au dire du "Manchester Guardian", la mission de M. Georges Clemenceau pendant son séjour à Londres.—Les conférences ont repris ce matin.—Le ministre Louis Loucheur est appelé à Londres.—Les journaux de Paris sont optimistes.—Opinions des journaux Anglais.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Londres, 12.—Le premier ministre Lloyd Georges et Clemenceau ont repris leurs conférences sur les problèmes de la guerre cet avant-midi. Étaient présents à la conférence de cet avant-midi, le comte Curzon de Kedleston, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères; sir Maurice Hankey, secrétaire du cabinet de guerre, et l'ambassadeur français.

L. LOUCHEUR EST MANDE À LONDRES

(Dépêche de la Presse Associée.)
Paris, 12.—M. Louis Loucheur, ministre de la reconstruction, a été appelé à Londres par le premier ministre Clemenceau. Il est parti de Paris, hier soir.

L'OPINION DU "MANCHESTER GUARDIAN"

(Dépêche de la Presse Associée.)

Londres, 12.—Dans ses commentaires au sujet de la visite de Clemenceau en Angleterre, le "Manchester Guardian" écrit ce qui suit: "L'arrivée de Clemenceau en Angleterre et le départ de Paris des délégués américains sont très significatifs quoique sans lien logique. Le premier ministre français vient assurément tenter à Londres de combler le vide que l'abstention des États-Unis a produit. A mesure que le concours américain devient plus incertain, celui de l'Angleterre devient de plus en plus impérieux et cela non seulement dans les sphères diplomatiques et militaires mais encore dans les sphères de la finance et économiques.

UNE ALLIANCE

(Service Havas)

Paris, 12.—Les journaux de Paris rapportent avec confiance le résultat des conférences entre les premiers ministres Clemenceau et Lloyd George. Tous deux sont du même avis au sujet de la situation qui est résultée de l'attitude de l'Allemagne. Plusieurs journaux français expriment le désir de voir ces conférences se terminer par une alliance ou du moins par une entente entre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Belgique. "L'Éclair" déclare que cette alliance est nécessaire pour la Belgique, la France et l'Italie, et indispensable pour l'Angleterre.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Londres, 12.—Le "Chronicle" d'hier commente le but de la visite de Clemenceau à Londres, et dit ce qui suit: "Une grande partie du travail accompli au cours de l'été dernier est arrivé à son point culminant, et ne peut se continuer maintenant avant le changement d'attitude de la part des États-Unis. Les pouvoirs de l'entente désirent ardemment que les États-Unis participent aux délibérations de la conférence, mais vu la suspension de sa participation, ces délibérations doivent suivre leur cours quand même. La situation s'est aggravée, à cause de l'attitude du gouvernement allemand, attitude qui fut la cause de l'envoi de notes alliées, et dans le moment, le temps est des plus précieux, et la situation ne peut subir aucun délai. De même que pour la Turquie, il est très important que l'on en vienne à une décision le plus tôt possible.

QUESTIONS URGENTES

Il y a des questions urgentes qui concernent tout spécialement la France, que nous devrions tenter de faire disparaître, la situation financière de la France qui est des plus critiques, et enfin toutes ces questions de politique qui concernent la conférence de l'Entente en général.

Il devrait exister une plus grande union entre l'Angleterre, la France et l'Italie et nous devrions dire aussi la Belgique, afin de pouvoir envisager d'une façon plus déterminée les différents problèmes actuels.

Le "Daily News" dit: "Si nous devons nous en tenir à la presse de France et d'Angleterre, comme guide dans nos opinions au sujet de la visite de Clemenceau à Londres, le mystère qui entoure cette visite, n'est pas très difficile à expliquer. Il semble presque à l'unanimité que l'objet de cette visite est de préparer la voie à une alliance de protection avec la France et l'Italie. Cette opinion a eu libre cours en France, et les événements récents qui se sont déroulés en Amérique, semblent avoir confirmé davantage cette opinion."

M. et Mme J. Desmarais de Montréal sont actuellement à Ottawa. Ils se retirent au Château Laurier.

LA POLITIQUE



SIR LOMER GOVIN, premier ministre de la province de Québec, dont la démission fait l'objet des polémiques politiques. L'hon. Rod. Lemieux ou l'hon. A. Galipeau lui succéderait.

L'INSTITUT S'ADRESSE À SES MEMBRES

POUR UN EMPRUNT DE \$8,000
QUI SERVIRONT À L'AMÉLIORATION D'UN NOUVEAU LOCAL, RUE RIDEAU.

L'Institut Canadien-français d'Ottawa sollicite de ses membres et du public en général

Un emprunt de \$8,000

portant un intérêt de 5 1/2 pour cent payable annuellement et remboursable le 15 janvier 1925 ou plus tôt au choix de l'Institut.

Coupons de \$10, \$25 et \$100

Le produit de l'emprunt servira à payer les changements à faire aux salles de l'Institut, sur la rue Rideau, à acheter une table de billard anglais, un piano, de nouveaux meubles, etc., etc., et à créer pour les Canadiens-français un club moderne et confortable qui servira à promouvoir les rassemblements sociaux et littéraires ainsi que les mouvements patriotiques et nationaux.

Le montant des obligations souscrites sera payable le 15 janvier 1920, 20 pour cent le 15 janvier, et 20 pour cent le 15ième jour de chaque mois subséquent jusqu'à paiement complet. L'intérêt sera calculé sur la date des versements.

L'Institut Canadien-français d'Ottawa projette de faire de grands changements dont profiteront ses membres et le public en général. Cette institution canadienne-française, la plus vieille dans toute la province d'Ontario, qui a pu surmonter les difficultés du passé sans échec, voudrait pousser de l'avant et compte sur la sympathie et sur la générosité de tous les Canadiens-français de la Capitale afin de pouvoir continuer et agrandir l'œuvre si bien commencée et si habilement maintenue depuis plus d'un demi-siècle.

L'INVITATION DU CONSEIL À LA HONGRIE

ELLE EST PRIÉE D'ENVOYER
SES DÉLÉGUÉS LE PLUS TÔT
POSSIBLE À NEUILLY.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Paris, 12.—Le premier ministre Clemenceau comme président du Conseil suprême a répondu brièvement aux deux notes du premier ministre hongrois Huszar qui donnait les raisons pour lesquelles on n'a pas envoyé de délégués hongrois à Neuilly. La réponse du conseil suprême prend note du fait que les trois personnes qui ont été proposées comme délégués ont actuellement internées en Roumanie. La réponse ajoute: "Le Conseil Suprême n'a pas à se mêler d'une question de cette nature et invite de nouveau la Hongrie à envoyer des délégués à Neuilly le plus tôt possible."

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SE DIT IRRESPONSABLE DE CES TORTS

Il refuse les demandes de compensation des Alliés au sujet de la perte de la flotte de Scapa Flow.—Influence de l'attitude américaine au sujet de Scapa Flow.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Berlin, 12.—Les dépêches nous apprennent que le gouvernement allemand se dit nullement responsable pour la perte des navires de Scapa et rejette les demandes de compensations faites par le conseil des Alliés. Il prétend que le passage de la lettre de l'amiral von Trotha, chef de l'amirauté allemande à l'amiral von Reuter, commandant de la marine allemande, qui incrimine le gouvernement de Berlin n'a pas été traduit fidèlement et qu'il devait être interprété selon le contexte.

En réponse à la proposition faite par les Alliés à l'Allemagne de signer le protocole et d'accepter les conditions au sujet des indemnités pour les pertes de tonnage allié le gouvernement allemand demande qu'une commission d'experts soit nommée pour décider de cette ques-

tion. La note révèle une attitude d'obstination de la part de Berlin qui espère obtenir des concessions dans l'affaire de Scapa Flow. La note allemande ne laisse nullement entendre que l'attitude de l'Allemagne est affectée par le refus qu'apporte les États-Unis à ratifier le traité de paix. On déclare que cette question est purement une affaire d'intérêt privé pour les États-Unis et n'affecte en rien le statut des autres puissances. On est généralement d'avis à Paris que la note allemande vise à temporiser les choses afin d'obtenir des concessions. Et de plus on s'accorde à dire que la note voudrait laisser entendre aux Alliés que la demande d'extradition des officiers accusés de violations de la loi de la guerre va à l'encontre de la politique privée de chaque nation.

BÉNÉDICTION DU SAINT-SIÈGE AU SÉNATEUR LANDRY

(Spécial au "Droit")
Québec, 12.—Une dépêche arrivant de Rome à l'Archevêché, annonce au Cardinal Bégin que le Saint Père accorde de tout cœur au sénateur Landry bénédiction apostolique, grades de réconfort et faveurs divines pour lui et sa famille.

M. L'ABBÉ LÉCUEUR CURÉ DE NORTH BAY

North Bay, 12.—M. l'abbé J. A. Lécuyer, curé de North Bay, a annoncé dimanche dernier qu'il était nommé curé de Sturgeon Falls, en remplacement de M. l'abbé C. Langlois, décédé, et qu'il était remplacé par M. l'abbé Chapleau, curé de Field.

ENCOURAGER LES JEUNES GENS À SE MARIER

TEL EST LE BUT D'UNE PROPOSITION DE SUBSIDES DE \$1,500,000 EN IRLANDE.

(Dépêche de la Presse Associée.)
Dublin, 12 déc.—Il a été proposé que le parlement irlandais, vote une somme de \$1,500,000, en guise de subside de l'état, afin de permettre aux jeunes gens de se marier. Cette proposition a été faite par Frank O'Donnell à la ligue de la franchise des Femmes Irlandaises. Il critique ce qu'on appelle les "mariages troqués" qui ont lieu en Irlande. Il dit qu'il connaissait des jeunes filles de 19 ans qui furent amenées dans les villes un jour de foire, et conduites dans des places publiques où elles devaient rencontrer des hommes qu'elles n'avaient jamais vus auparavant, et qui cependant devaient venir leurs maris. Ces jeunes filles, dit-il, étaient offertes comme on offre du bétail au marché, alors que père et leur mère étaient dans quelque bouge, à boire.

LE CHANGE VA S'AMÉLIORANT

New-York, 12.—Les taux d'échange qui ont lieu en Irlande, depuis quelques semaines ont subi une baisse considérable, se sont améliorés quelque peu à l'ouverture de la bourse aujourd'hui. Le livre sterling a augmenté de deux sous en valeur, il faut actuellement 11.34 francs pour un dollar. Il est monté jusqu'à 43 centimes pour un dollar. Il faut 13.30 livres pour un dollar.

DES CANDIDATS LIBÉRAUX PARTOUT

L'hon. Mackenzie King, chef du parti libéral, a dit qu'il est de l'avis de ses amis de nommer au plus tôt des candidats libéraux dans tous les comtés. Mais, ce serait une erreur que de choisir un candidat pour le seul motif d'avoir déjà quelqu'un dans l'arène. Il faut savoir choisir judicieusement pour le grand bien du parti, a ajouté le chef de l'opposition.

FINANCIER EN VUE SUSPENDU DE SES FONCTIONS

(Dépêche de la Presse Associée.)
Chicago, 12.—M. Charles C. Adair, ancien président de la Bourse de Chicago et un des financiers les plus connus de la ville a été suspendu comme membre de la Bourse hier. Les directeurs motivent leur action par la déclaration suivante: "M. Adair n'a pas satisfait à ses obligations assez promptement et n'a pas tenu la Bourse au courant de ses affaires" accompagnée d'un relevé de ses livres qui relève une dette de \$490,000 pour samedi dernier qui a rapport à 175 transactions financières.

LE "LYCEUM" EST RÉDUIT EN CENDRES

(Dépêche de la Presse Associée.)
Washington, 12.—Le théâtre Lyceum, connu avant la guerre civile sous le nom de "Washington Assembly Hall", et qui pendant près d'un siècle a joué un grand rôle dans la vie sociale et politique de la Capitale, et où cinq présidents ont tenu leur bal d'inauguration, n'est à peine plus qu'un amas de ruines et de cendres aujourd'hui. L'incendie a commencé quand un individu a lancé une cigarette allumée dans un balcon et mit en danger la vie de 2,000 personnes, causant des dommages pour \$75,000. Des personnes de sang-froid ont contrôlé la foule qui fut sur le point de se prendre en panique. Le théâtre, heureusement, se vida sans accident, quoique plusieurs femmes eurent des crises d'hystérie.

MAGASIN DÉTRUIT PAR UN INCENDIE

(Dépêche de la Presse Canadienne.)
Victoria, 12.—On vient d'apprendre que le magasin de la compagnie de la Baie d'Hudson situé à Fort James à 40 milles à l'est de Vanderhoof sur le lac Stewart, a été détruit par les flammes mercredi soir. On n'a pas encore les détails de cet incendie.

SIR R. TURNER CRITIQUE NOTRE REINTÉGRATION

(Dépêche de la Presse Canadienne.)
Winnipeg, 12.—Le général Sir Richard Turner, V. C., K. C., M. G., de passage à Winnipeg a fait la déclaration suivante au sujet de la question militaire au Canada: le projet de la réintégration dans la vie civile n'a pas assez de portée, il devrait songer à l'établissement d'un système de location, et d'assistance pour les soldats qui ont de petits revenus, on devrait au Canada agir avec plus de diligence dans cette affaire, autrement le Canada devra subir les conséquences de son imprvoyance. Sir Richard qui est dans les provinces de l'ouest depuis quelques temps déclare qu'il a l'intention de soumettre au gouvernement plusieurs recommandations aussitôt après son arrivée à Ottawa.

REPRISE DU COMMERCE

(Dépêche de la Presse Associée.)
Port d'Espagne, Trinidad, 12.—A la suite de la fin de la grève des débardeurs, les conditions commerciales sont redevenues à l'état normal. Les propriétaires de vaisseaux ont accordé une augmentation de 25 pour cent aux employés. Le croiseur anglais Calcutta, est maintenant dans le port.

EMPRUNT ILLIMITÉ

Paris, 12.—(Service Havas).—L'œuvre nous apprend que le ministre des Finances M. Louis Klotz doit présenter à la chambre un projet d'emprunt illimité au cours de ce mois.

LE REVENU DES TAXES À PARIS

(Dépêche de la Presse Associée.)
Paris, 12.—Les revenus des taxes pour le mois de novembre s'élevaient à 737,825,000 de francs, c'est-à-dire 41 pour cent de plus que les prévisions du budget. Le total des revenus pour les onze mois de l'année excède ceux de l'an dernier de 1,259,000,000 frs. Les frais d'enregistrement comptent pour beaucoup dans ce surplus. Ceux prélevés sur les ventes de maisons sont trois fois plus considérables que ceux de l'an dernier. Les accises accusent un excédent de 30 pour cent. Les revenus pour les onze mois sont de 2,665,000,000 francs de plus que l'an dernier.

LALONDE SOUS CONTRAT

Montréal, 12.—(Spécial).—New-York, 12.—Le vétérinaire du goudet remis son contrat signé à George Kennedy, le gérant du Canadien. Ce sera sa deuxième année sous les couleurs de l'équipe canadienne-française; il sera encore le capitaine de la troupe. Les athlètes suivants ont apposé leur signature à un contrat tricolore, Lalonde, Don Smith, H. McNamara, Berlinguette et Vézina.

UN NAVIRE EN DÉTRESSE

Halifax, 12.—Le vapeur "Pro-Patria", qui fait le service entre St-Pierre, Miquelon, et Halifax, a envoyé un sans fil disant qu'il était de cent à cent cinquante milles au sud-est de Sydney, et qu'il n'avait que d'un nouet à l'heure. N'ayant à son bord qu'une provision de charbon pour douze heures. Il demande du secours de Sydney. On entretient de vives craintes sur le sort de ce navire.

PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE

Londres, 12.—L'ambassadeur Davis, et les représentants de l'Italie, sont entrés en conférence à Londres. Ils demeureront à cette conférence jusqu'à l'heure du banquet.